

Francken, suite : la majorité glisse sur la « vaseline »

PARLEMENT Séance houleuse après les propos du partenaire N-VA...

- ▶ Harponné par l'opposition à la Chambre, Charles Michel recadre son secrétaire d'Etat « sur le fond » mais ne l'interpelle pas directement.
- ▶ Theo Francken poursuit.
- ▶ Patrick Dewael (VLD) se démarque.
- ▶ En coulisse, on parle d'un « climat dangereux » en Europe...

Soumis à quelques parlementaires de la majorité après la séance houleuse jeudi à la Chambre, ce scénario à l'italienne – pas une comédie – est jugé « fou, mais »...

A savoir : et si la N-VA s'inspirait de la stratégie de conquête de l'ex-Ligue du Nord transalpine, devenue la Ligue tout court, passée du discours sur l'autonomie-indépendance pour la Lombardie au populisme grande peinture adaptée à la Botte entière ? Cela, avec la fortune que l'on sait. Réaction globalement : « On peut tout imaginer, même si ça n'a rien à voir avec la Belgique »...

Le fait est que la N-VA, à fond en campagne électorale, distille alternativement ses messages offensifs sur l'asile et la migration et d'autres bien ciblés anti-establishment (« *L'hypocrisie est la vaseline de la rue de la Loi et du rond-point Schuman* »), qu'elle va au but électoral sans plus s'embarrasser de ses obligations (de réserve) suédoises, et qu'elle a des supporters au sud, et pas uniquement Alain Destexhe, Georges-Louis Bouchez ou Michaël Modrikamen...

Pure fiction ? Les mêmes parlementaires sont « inquiets » quand on évoque l'Europe des Salvini, Orban, Kurz et tutti quanti : « *Il y a un climat dangereux en ce moment.* » Ils baissent d'un ton quand on revient chez nous : « *Theo Francken exagère ; vous verrez, il finira par faire le tweet de trop, et pour le reste, que voulez-vous que fasse Charles Michel, il ne peut quand même pas faire tomber son gouvernement !* »

Harponné par l'opposition jeudi à la Chambre après les dérapages contrôlés de son secrétaire d'Etat N-VA ces derniers jours (nos précédentes éditions : des refoulements des bateaux de migrants au contournement de

l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme en passant par la désormais fameuse image de la « vaseline »), le Premier ministre est resté « complètement sur le fond », décode-t-on rue de la Loi, afin – et ce n'est pas un paradoxe – d'« élever le débat ».

Sommé de préciser si Theo Francken avait parlé au nom du gouvernement, pressé en fait de recadrer-démissionner ce secrétaire d'Etat « d'extrême droite » – dit Ahmed Laaouej, chef de groupe PS –, Charles Michel a réaffirmé que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme est un « principe sacré », que les accords de Dublin sur l'asile et la migration restaient la base de travail, sans oublier l'exigence de protection et de sécurité aux frontières de l'Europe.

Theo Francken ? Pas un mot. Pas en direct. On retiendra néanmoins que c'est lui, Charles Michel, chef du gouvernement, qui, à l'entendre, dicte in fine la politique de la Belgique dans les domaines de compétence du secrétaire d'Etat N-VA, l'Asile et la Migration. Ce qui, assure le Premier libéral-réformateur, apparaîtra au grand jour fin juin lors du prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.

En montant fort le son, on pourrait croire avoir entendu que le Premier gère désormais le portefeuille de son secrétaire d'Etat... Mais on exagère sûrement. Dans le genre, on retiendra que Charles Michel a fait écho à l'intervention de Patrick Dewael, chef de groupe VLD, quelques minutes avant lui, qui avait rappelé les membres du gouvernement suédois à leur « déontologie ministérielle », et ponctué : « *Je veux le dire en toute clarté, Theo Francken n'a pas parlé en mon nom.* » Charles Michel endosse, semble-t-il.

« Je veux le dire en toute clarté, Theo Francken n'a pas parlé en mon nom »

PATRICK DEWAELE, CHEF DE GROUPE VLD

N'exagérons rien : à la Chambre toujours, intervenant au nom du MR, Philippe Pivin n'a pas retourné un mot contre le partenaire N-VA, réservant ses critiques exclusivement pour l'opposition qui « instrumentalise une polémique », qui est « laxiste », et qui veut, elle, « ouvrir les frontières ». Au nom de la N-VA, Peter De Roover a dit en gros la même chose. Et pour compléter la suédoise, Servais Verherstraeten, chef de groupe CD&V, a expliqué en substance que les membres du gouvernement avaient des obligations un peu comme les personnes d'origine étrangère qui doivent s'intégrer chez nous... Ce qui est passé – PS, Ecolo, CDH et PTB ont applaudi, pas la N-VA ni le MR – pour une critique adressée à Francken. Modérée, alors.

Modérée, l'opposition le fut moins. Olivier Maingain, pour Défi, a calibré : « *M. le Premier ministre, je ne sais pas jusqu'où vous allez accepter que votre fonction soit ainsi abaissée.* » Benoît Hellings, pour les verts, a jugé que tout cela « *salit l'image de la Belgique* ». Ahmed Laaouej et Julie Fernandez, pour le PS, ont estimé que, « *maintenant c'est clair* », il y a de « *l'extrême droite* » dans la suédoise. ■

DAVID COPPI

RÉACTION

Le CD&V un peu critique

Evoquant la déclaration sur les principes de la démocratie à laquelle devra souscrire tout primo-arrivant, le chef de groupe CD&V Servais Verherstraeten a indiqué jeudi à la Chambre qu'ils valaient aussi pour « *tous les Belges et certainement les membres de votre gouvernement* ». Les règles s'appliquent aux « gens et ils méritent le respect », a-t-il précisé, applaudi comme Patrick Dewael (VLD) par l'ensemble de l'assemblée, à l'exception de la N-VA et de l'extrême droite. (b)